

# Faire avancer l'action féministe pour la justice climatique

## Introduction

La Global Alliance for Green and Gender Action<sup>1</sup> (GAGGA) vise à s'assurer que les gouvernements, les investisseurs et les donateurs répondent aux demandes collectives des mouvements de justice climatique et de droits des femmes du Sud mondial, axés sur les personnes. Les femmes<sup>2</sup> mènent notamment des luttes acharnées contre l'accaparement des terres, la déforestation et l'extraction des ressources naturelles, ainsi que le renforcement et la mise en avant de solutions climatiques justes en matière de genre, qui garantissent le respect de toutes les personnes et de la planète.



Photo: Ben den Engelsien

L'année 2021 est un moment charnière pour les décideurs, qui doivent prendre des mesures urgentes pour éviter une catastrophe climatique. Pour reprendre les termes du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le tableau dressé par les climatologues doit être compris comme un "code rouge pour l'humanité". Heureusement, les revendications des mouvements de justice climatique occupent une place de plus en plus centrale dans les discussions et les négociations sur le climat. L'espace permettant de mettre en avant des visions féministes et intersectionnelles pour faire face aux crises environnementales et climatiques a augmenté en 2021, en particulier au niveau international. Les acteurs gouvernementaux, les agences intergouvernementales et les donateurs reconnaissent de plus en plus l'aspect multidimensionnel de la crise climatique et ses liens avec les systèmes historiques d'oppression, notamment le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme et le racisme. Parmi les exemples, citons le Forum des Nations unies sur l'égalité des générations, dont l'une des six coalitions d'action se concentre sur l'action féministe pour la justice climatique; la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), où une dynamique a été créée pour mettre en œuvre le plan d'action en faveur de l'équité en matière de genre adopté lors de la COP25; et la Commission des Nations unies 2022 sur le statut des femmes (CSW66), qui s'est concentrée sur la réalisation de l'équité en matière de genre dans le contexte du changement climatique, des politiques et programmes environnementaux et de réduction des risques de catastrophes.

L'année a été marquée par des victoires concrètes et durement gagnées. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté une résolution reconnaissant l'accès à un environnement sain et durable comme un droit universel, ce qui renforcera les moyens de faire face aux crises environnementale et climatique par une approche fondée sur les droits humains. Les gouvernements ont pris des engagements clés lors de la COP26, notamment l'abandon progressif de l'utilisation du charbon, la réduction des émissions de méthane et la fin de la déforestation d'ici 2030. Un nombre croissant d'acteurs publics et privés se sont engagés à désinvestir les énergies fossiles, et un tribunal néerlandais a ordonné à Shell de réduire ses émissions de carbone. C'est la première fois qu'une entreprise est légalement obligée d'aligner ses politiques sur l'Accord de Paris, le cadre mondial convenu en 2015, qui vise à limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C et à poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5°C.

<sup>1</sup> Lancée en 2016, la GAGGA est un consortium dirigé par Fondo Centroamericano de Mujeres (FCAM) en collaboration avec Mama Cash and Both ENDS. La GAGGA rallie le pouvoir collectif des droits des femmes et des mouvements de justice en matière de genre, de climat et d'environnement dans le monde entier.

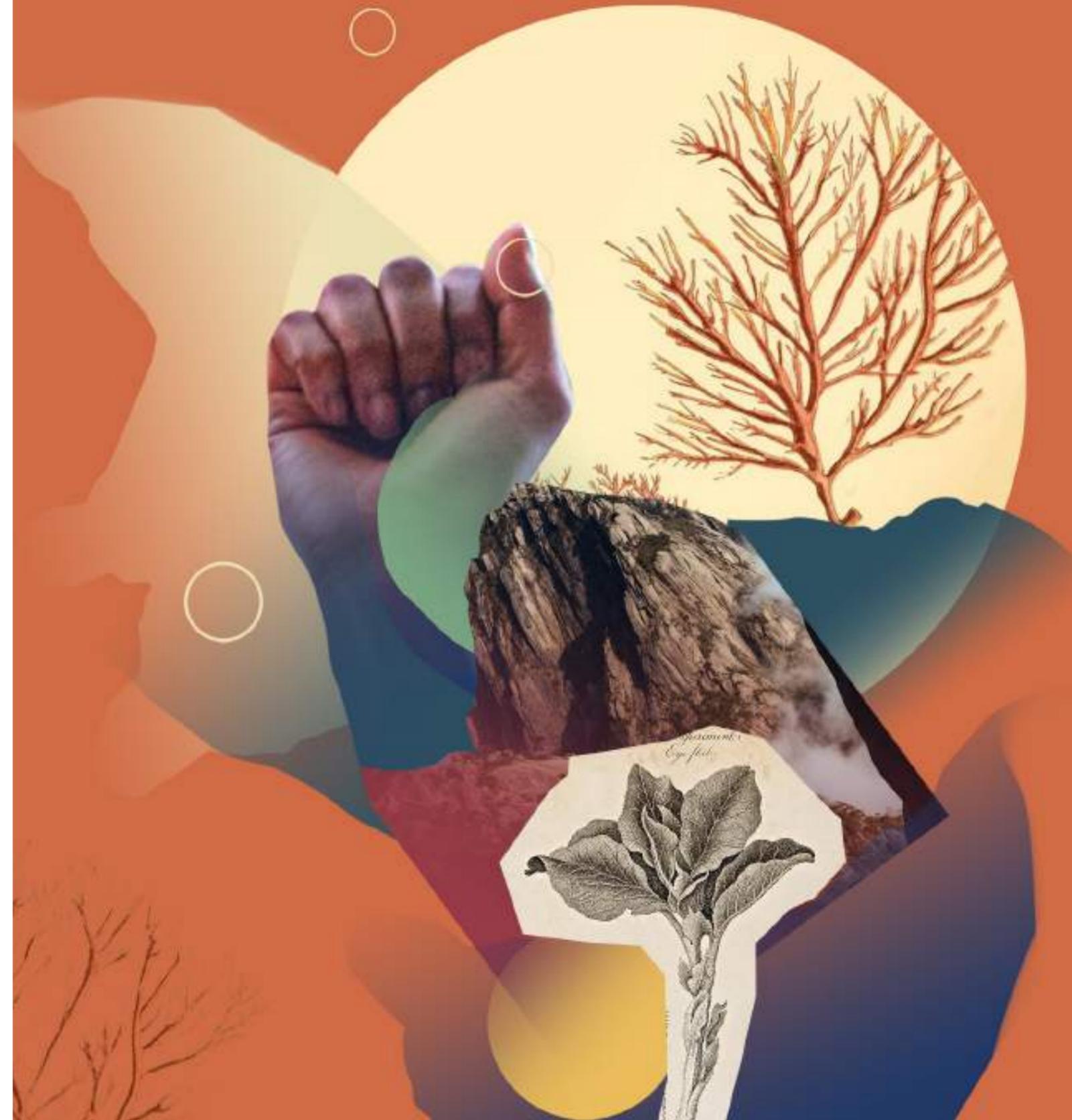
<sup>2</sup> Lorsqu'elle utilise le terme de défenseuses de l'environnement des femmes et des filles (WGED), la GAGGA inclut les femmes, les filles et les personnes intersexuées, trans et non binaires.

## De graves problèmes subsistent

Mais il reste beaucoup à faire. Les acteurs mondiaux ne font pas assez pour s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique. En 2021, les émissions mondiales de carbone ont été les plus élevées de l'histoire. Les gouvernements n'ont pas encore tenu les engagements pris à Paris, notamment en matière de financement du climat. Les industries des énergies fossiles restent largement subventionnées, et le secteur privé et des acteurs comme les institutions financières internationales continuent de promouvoir et de soutenir de fausses solutions climatiques. La COP26 a été considérée comme la plus excluante des COP de tous les temps, les restrictions liées au COVID-19, le manque d'accès aux vaccins, la pénurie de logements abordables et d'autres obstacles limitant fortement la participation des participant.e.s du Sud mondial.

Pendant ce temps, aux niveaux national et local, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les communautés ont dû faire face à des pressions socio-économiques et environnementales multiples et interconnectées - exacerbées par la pandémie - notamment la pauvreté, les inégalités raciales et de genre, l'instabilité politique et les catastrophes liées au climat. Les femmes et les filles défenseuses de l'environnement dans le monde entier ont continué à faire face à la violence structurelle, y compris la violence parrainée par l'État et l'extractivisme des entreprises. Aujourd'hui plus que jamais, le travail de la GAGGA est essentiel.

## La GAGGA en 2021: chiffres clés



## Chiffres clés

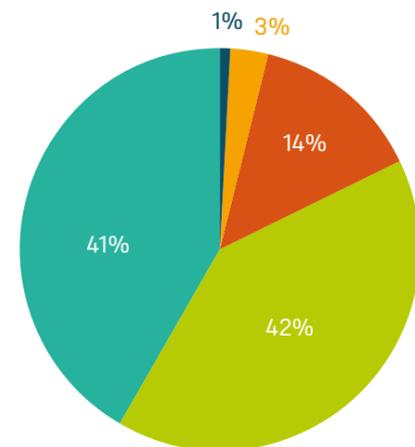
L'année 2021 a marqué la première du nouveau programme "Women Leading Climate Action" de la GAGGA, qui s'appuie sur les résultats et le solide réseau que nous avons établi depuis 2016. La GAGGA a accordé 4,4 millions d'euros de subventions aux partenaires du réseau GAGGA. Les partenaires de la GAGGA comprennent une grande diversité d'organisations à base communautaire (OBC) dirigées par des femmes qui mènent une action climatique transformatrice et juste en matière de genre, des fonds pour les femmes et la justice environnementale, et des ONG.

En 2021, GAGGA a soutenu:

**358** organisations à base communautaire | **28** ONG | **24** fonds

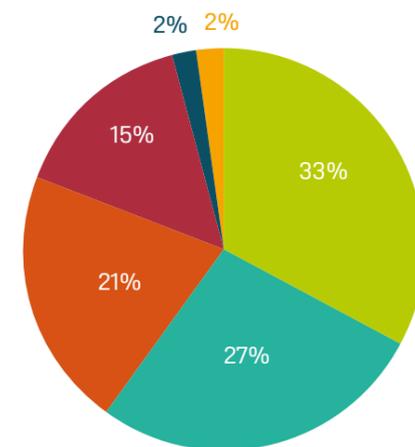
GAGGA a accordé **€4.4 million** en subventions accordées aux partenaires du réseau

Répartition régionale des OBC



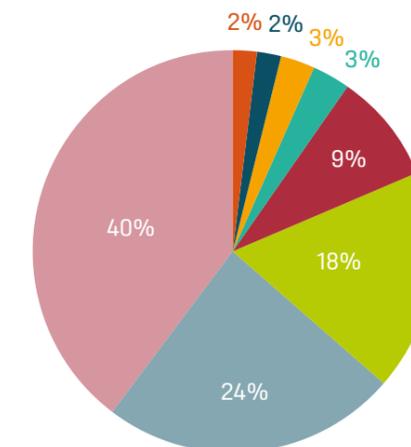
AFRICA  
ASIE  
EUROPE (GEORGIA)  
LATIN AMERICA  
PACIFIQUE

Répartition régionale et des ONG et des fonds



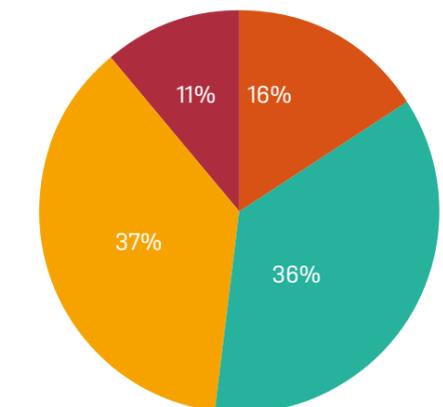
AFRIQUE  
ASIE  
EUROPE (GEORGIA)  
LATIN AMERICA  
PACIFIQUE  
GLOBAL

Identité principale de la communauté des OBC



LBTQI  
PENSONNES HANDICAPEES  
AFRO-DESCENDANTS  
N/A  
JEUNES  
AUTOCHTONES  
RURAL  
AUTRES (PERI-URBAINS ET URBAINS; MIGRANT; TRAVAILLEURS DOMESTIQUES)

Distribution en 2021 du budget des fonds et ONG



RENFORCEMENT INTERNE PROPRE  
SUBVENTIONNEMENT DIRECT  
RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OBC  
INFLUENCER DIRECTEMENT LES ACTEURS EXTERNES

# Points forts de 2021



Marcia Mura [photo de gauche] fait partie du collectif indigène Mura au Brésil, qui participe à des mouvements Autochtones régionaux et nationaux luttant pour les droits sociaux et environnementaux

## 1. Renforcement du leadership, de la résilience et des capacités des femmes au niveau local afin de promouvoir des actions et des solutions climatiques justes en matière de genre

La GAGGA a fourni une série de soutiens financiers et non financiers à des organisations à base communautaire (OBC) pour renforcer leur travail autour d'une action climatique juste en matière de genre. Avec le soutien de la GAGGA, les **Women in Action Against Mining in Asia (WAMA)** (Les femmes en action contre l'exploitation minière en Asie) ont organisé un partage de compétences auquel ont participé des femmes d'Indonésie, de Papouasie occidentale, de Mongolie, des Philippines, d'Inde et du Cambodge. En raison de la COVID-19, le partage de compétences, qui portait sur l'impact de l'industrie extractive sur l'eau, s'est déroulé en ligne dans trois espaces virtuels. Ces espaces virtuels ont permis d'exploiter les connaissances, les expériences et les méthodes traditionnelles des femmes en matière de préservation de l'eau, de dispenser une formation à l'étude de l'impact des opérations minières sur les sources d'eau et de mieux comprendre la relation des femmes avec l'eau et la manière dont les menaces sur l'eau menacent les droits des femmes.

En Ouganda, l'**Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO)** (Institut africain pour la gouvernance énergétique) a mené plusieurs actions auprès des communautés locales en 2021 afin de donner aux femmes, aux jeunes et aux personnes âgées des connaissances sur les avantages de l'énergie solaire hors réseau et de son accès. Des clubs solaires pour les femmes et les jeunes ont été créés pour soutenir le travail de plaidoyer. Grâce à ces clubs, les femmes et les jeunes ont travaillé avec les communautés locales pour promouvoir l'adoption de l'énergie solaire hors réseau, ainsi que la cuisine et l'éclairage propres. Avec le soutien de l'AFIEGO, ils se sont également engagés dans des actions de plaidoyer pour accroître la participation des femmes dans le développement et la mise en œuvre de politiques d'énergie propre, en particulier celles visant à accroître l'utilisation des énergies renouvelables au niveau communautaire. [Le Bureau ougandais des statistiques a récemment indiqué que les connexions à l'énergie solaire sont passées de 18 % en 2017 à 39 % en 2020.](#) Par son travail, l'AFIEGO, en collaboration avec les femmes et les jeunes des clubs solaires, espère continuer à contribuer à cette tendance croissante.

Les fonds et ONG partenaires de la GAGGA ont également renforcé leurs capacités à s'engager, à diriger, à documenter et/ou à promouvoir des solutions climatiques justes en matière de genre en 2021. Sous la direction du **Fondo Acción Solidaria, A.C. et Fondo Semillas**, et avec le soutien de Both ENDS et FCAM, les fonds pour la justice environnementale et pour les femmes en Amérique latine ont développé une stratégie commune de communication et de plaidoyer pour renforcer leur travail collectif autour du genre et de la justice climatique. Le processus a été facilité et soutenu par La Sandía Digital, une organisation de communication stratégique féministe, et a permis d'améliorer les connaissances des personnes impliquées dans la communication efficace sur une justice climatique et de genre.

**Colectivo CASA**, qui travaille avec des communautés autochtones en Bolivie, a dispensé une formation environnementale à des femmes défenseuses touchées par l'exploitation minière à Oruro. Elles ont co-développé et mis en œuvre la campagne communautaire "[Mujeres Defensoras Promoviendo la Justicia Climática](#)" (Femmes défenseuses promouvant la justice

climatique) qui s'appuie sur des systèmes de collecte des eaux de pluie. L'eau collectée est utilisée pour la production alimentaire, contribuant ainsi à la souveraineté et à la sécurité alimentaires de la communauté. Les communautés ont réutilisé des bouteilles en PET pour l'irrigation au goutte-à-goutte, ont peint des messages de sensibilisation sur les réservoirs d'eau et travaillent à la reforestation pour protéger les sources d'eau locales.

## 2. Liaison entre les mouvements pour le climat, l'environnement et les droits des femmes

La mise en relation est une partie essentielle du travail de la GAGGA, car elle contribue au partage des connaissances et à la facilitation de l'apprentissage mutuel entre les partenaires du réseau. Pour lancer la première année du nouveau programme de la GAGGA, les membres de l'alliance GAGGA ont organisé trois sessions virtuelles pour favoriser les liens entre les partenaires, construire une compréhension collective du nouveau programme, et identifier et renforcer les intérêts, l'élan et les ressources collectifs. Les sessions ont rassemblé plus de 80 personnes des membres de l'alliance GAGGA, des alliés stratégiques, des fonds partenaires, des ONG et des organisations à base communautaire.

Le développement de nouveaux partenariats inter-mouvements pour faire avancer les solutions climatiques justes en matière de genre - et le renforcement des partenariats existants - a été un objectif clé des partenaires de la GAGGA en 2021. En Afrique, **WoMin** a continué à construire le **Collectif pour la Justice Climatique en Afrique (ACJC)**, qui vise à soutenir l'organisation, la construction de mouvements et la convergence, avec un accent particulier sur l'organisation et les voix des femmes pour la justice climatique. En mai, l'ACJC a organisé son premier rassemblement sous-régional, le Rassemblement francophone pour la justice climatique, en Côte d'Ivoire. L'événement, qui a réuni 32 participants de 14 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, a constitué une étape importante dans l'approfondissement du mouvement pour la justice climatique dans toute la région, en tenant compte de la diversité des langues, des cultures, des ethnies et des secteurs.

En janvier, **350.org**, l'un des alliés stratégiques de la GAGGA, a organisé le [Global Just Recovery Gathering](#) (Rassemblement mondial pour une relance juste), un événement de trois jours qui a rassemblé des milliers de leaders et d'activistes climatiques du monde entier. Le rassemblement comprenait 196 sessions traduites en neuf langues, avec plus de 80 panélistes et artistes de 33 pays. Le rassemblement était fortement axé sur la justice de genre et comprenait 14 sessions avec une optique féministe spécifique, dont deux organisées par la GAGGA: [Équité, solidarité et soins collectifs pour les personnes et la nature - Systèmes et pratiques communautaires basés sur la justice de genre pour un redressement juste et des collaborations inter-mouvements pour un monde plus juste en termes de genre et de climat - Expériences de la GAGGA](#).

## 3. Influence des gouvernements, des investisseurs et des donateurs en faveur de solutions climatiques justes en matière de genre

Des membres et partenaires de la GAGGA ont mené une variété d'initiatives de lobbying et de plaidoyer pour influencer les gouvernements, les investisseurs et les donateurs en 2021. Grâce au soutien de **LILAK**, aux Philippines, des femmes autochtones de différentes communautés ont formé des groupes de travail pour promouvoir leur programme lors des élections de 2022, notamment des appels à la justice en matière de genre et de climat. Les groupes de travail ont participé à des campagnes avec d'autres mouvements et réseaux afin de s'assurer que les voix des femmes autochtones soient prises en compte dans leurs programmes. Au final, trois programmes nationaux importants ont intégré le programme électoral des femmes autochtones: le Green Agenda (Programme vert), formulé par les écologistes et les militants pour la justice climatique; le programme des femmes, formulé par les grands mouvements féminins nationaux; et le programme des peuples autochtones, formulé par différentes formations nationales et régionales de groupes de peuples autochtones. Les programmes nationaux faisaient partie des campagnes de plaidoyer autour des élections de 2022.

Depuis 2017, les partenaires latino-américaines de la GAGGA organisent la campagne annuelle **#WeWomenAreWater**, de la Journée internationale de la femme (8 mars) à la Journée mondiale de l'eau (22 mars). En 2021, la [GAGGA et ses partenaires ont rendu la campagne mondiale en impliquant des partenaires d'Afrique et d'Asie](#). L'objectif était de sensibiliser les gouvernements, les investisseurs et les banques de développement internationales à la manière dont les investissements/actions dans les énergies fossiles entraînent une pénurie d'eau et une contamination des communautés liées au changement climatique, ainsi qu'au rôle et au leadership des femmes en tant que défenseuses de l'eau. La campagne a rassemblé diverses organisations partenaires au sein de la GAGGA afin de construire une solide plateforme de plaidoyer sur les droits des femmes et l'eau. Environ 37 organisations ont participé à la campagne sur Twitter, Facebook et Instagram, présentant 19 témoignages de partenaires en Bolivie, au Guatemala, au Honduras, en Inde, en Indonésie, en Mongolie, au Nigeria, au Pérou et en Afrique du Sud. La campagne a reçu près de 3,000 pages vues sur le site web de la GAGGA. La page Twitter de la GAGGA a reçu 48,700 impressions et a été visitée plus de 9 000 fois pendant la campagne.

La GAGGA a remporté un succès important en octobre lorsque ABP, le Fonds de pension civil national néerlandais, a annoncé une audacieuse politique de vente des investissements dans les producteurs de charbon, de pétrole et de gaz d'ici 2023. Cette décision fait suite à des années de campagne de Both ENDS, ainsi que de ses partenaires au Brésil, au Nigeria et en Ouganda, qui ont pu parler et s'engager directement avec ABP au sujet de ses investissements et de ses responsabilités en matière de violations des droits humains et de l'environnement dans leurs localités. Au Nigeria, les partenaires nigériens **Kebetkache**, **Obelle Concerned Citizens** et **Lokiaka** ont engagé un dialogue avec ABP et Shell Nigeria sur diverses questions, notamment l'implication des femmes dans les négociations et les processus décisionnels concernant la gouvernance pétrolière, le torchage systématique des gaz et la nécessité pour Shell de nettoyer les eaux et les terres agricoles polluées par ses activités.

La GAGGA continue de plaider auprès du Green Climate Fund (GCF) (Fonds vert pour le climat) afin de s'assurer que les fonds du GCF sont dépensés de manière juste en matière de genre et atteignent les organisations à base communautaire locales dirigées par des femmes. En 2021, trois sessions informelles de partage et d'apprentissage ont été organisées, auxquelles ont participé 12 partenaires de la GAGGA engagés dans les processus de financement du climat/du GCF au niveau national. Ces sessions d'apprentissage ont permis de renforcer les capacités, les connaissances et la solidarité entre les ONG qui défendent leurs intérêts auprès de leurs gouvernements (locaux et nationaux). En outre, Both ENDS continue de s'engager directement avec le conseil d'administration du GCF, en participant activement aux réunions du conseil en ligne et en développant des contributions communes aux accréditations proposées et aux propositions de projets. Both ENDS et ses partenaires **International Analog Forestry Network (IAFN)(Réseau international de foresterie analogique)**, **CENDEP Cameroun et Proyecto Ayurveda** à Puerto Rico ont fourni des commentaires au Secrétariat du GCF sur ses directives sectorielles concernant les écosystèmes et les agricultures. L'agroécologie est désormais reconnue comme l'un des objectifs du projet de lignes directrices sectorielles, qui sera présenté au conseil d'administration du GCF en 2022.

La GAGGA a travaillé avec ses alliés stratégiques Global Greengrants Fund, Prospera et WEDO pour mener des actions visant à influencer les acteurs clés de la prise de décision dans des espaces importants. La série virtuelle en quatre parties intitulée "Sustainable Solutions - Centering Gender Equality in Climate Action", (Solutions durables - Centrer l'égalité des sexes dans l'action climatique) a réuni plus de 30 représentants de différents donateurs gouvernementaux et de fondations privées européennes pour discuter collectivement de l'importance de soutenir et de financer l'action climatique menée par les femmes, des résultats et des leçons tirées par les donateurs qui soutiennent déjà ce travail, et des principales opportunités. Dans le cadre de la coalition d'action **Action féministe pour la justice climatique**, l'une des six coalitions d'action du Forum de l'égalité des générations, la GAGGA et le Global Greengrants Fund ont lancé [une campagne](#) d'engagement visant à mobiliser 100 millions de dollars pour l'action féministe pour la justice climatique au cours des cinq prochaines années. La campagne comprend un engagement à apporter un soutien flexible et pluriannuel aux organisations dirigées par des femmes, des filles et des personnes trans, non binaires et intersexuées travaillant en première ligne de l'action climatique. Le gouvernement néerlandais a accepté de veiller à ce que les 37 millions d'euros qu'il a versés au programme "Women Leading Climate Action" de la GAGGA fassent partie de cette campagne.

Dans le cadre de la COP26, la GAGGA, Global Greengrants Fund et WEDO ont lancé un ["Appel à l'action pour un financement climatique juste en matière de genre"](#), destiné aux représentants des gouvernements qui participent et négocient à la COP26. Grâce à nos contacts avec les gouvernements du Canada, des Pays-Bas, de la Suède et du Royaume-Uni, et en partenariat avec le Fonds pour l'égalité, nous avons tenu des conversations bilatérales avec des représentants gouvernementaux pour plaider en faveur d'un financement climatique juste en matière de genre. Cet engagement a renforcé les relations avec ces gouvernements et avec des alliés clés qui peuvent nous soutenir dans notre plaidoyer. En outre, WEDO, par l'intermédiaire du groupe de travail sur les femmes et le genre, a organisé une série de formations virtuelles sur le plaidoyer afin de renforcer la capacité des défenseuses féministes à s'engager dans la COP26.

Dans le cadre de l'initiative Ressources naturelles et femmes résilientes de la Fondation Ford, la GAGGA a réalisé un processus de cartographie et de consultation pour mieux comprendre comment les groupes, collectifs et organisations à base communautaire dirigés par des femmes et des filles qui défendent leurs terres, leurs territoires et leurs ressources naturelles, définissent la violence structurelle, ainsi que leurs stratégies pour la prévenir et y répondre. La cartographie a donné lieu à un [rapport interne](#) ainsi qu'à une [publication](#) destinés aux donateurs. Suite à ce rapport, la GAGGA a obtenu un million de dollars supplémentaires pour trois ans de la part de la Fondation Ford afin de fournir un soutien financier aux organisations dirigées par et composées de (jeunes) femmes, de filles et de personnes trans, intersexes et non binaires qui font face à la violence structurelle dans leur travail vital de défense des terres, des territoires et de l'environnement.

#### 4. Garantie de méthodes de travail collectives et inclusives

Depuis sa création, la GAGGA a adopté une approche intersectionnelle et de construction du mouvement, en veillant à ce que les organisations à base communautaire dirigées par des femmes, des filles et des personnes trans, intersexes et non binaires - en particulier celles issues de populations historiquement exclues - disposent des ressources, des capacités, des connaissances et des connexions nécessaires pour renforcer leurs propres solutions à la crise climatique. La GAGGA vise à faire en sorte que ces organisations participent activement et fassent entendre leur voix dans les processus décisionnels clés qui les affectent directement, ainsi que leurs communautés et leur environnement. À cette fin, nos efforts en 2021 ont consisté, entre autres, à:

- Des invitations directes pour la participation des représentants des CBO partenaires à des panels, des événements et des réunions et dans des espaces clés de prise de décision aux niveaux local, national et international. Au niveau international, avec le soutien des fonds partenaires, nous avons fourni les compétences et les ressources nécessaires, y compris une connexion Internet stable, une aide à la traduction et une préparation conjointe pour une participation efficace.
- La traduction des publications et des documents pertinents ainsi que l'interprétation simultanée pendant les sessions au moins en anglais, espagnol, français et portugais. Dans la mesure du possible, nous ajoutons également le bahasa indonésien, l'hindi, le tagalog, le népalais, le géorgien, le swahili et le mongol.
- La garantie que les espaces collectifs accueillent des partenaires situés dans des fuseaux horaires différents à des heures appropriées.
- Le partage des principes participatifs, inclusifs et féministes de la GAGGA, par exemple par le biais d'une [vidéo en anglais, espagnol et français](#) sur l'importance de la centralisation des voix, des demandes et des propositions des femmes, des filles et des personnes trans, non binaires et intersexes en ce qui concerne leurs actions environnementales et climatiques, et en veillant à ce qu'elles soient soutenues pour mener leur travail de transformation.

Compte tenu du nouveau programme de la GAGGA et de l'ajout de nouveaux alliés, nous avons entrepris un examen approfondi de notre structure dans le but de renforcer davantage

nos méthodes de travail et notre capacité à répondre aux besoins nouveaux et émergents du programme. Ce processus a abouti au renforcement de l'unité de coordination, à des mesures visant à renforcer la coordination au niveau régional et à l'élaboration d'une structure de groupes de travail ad hoc sur le plaidoyer afin de garantir la flexibilité de notre travail collectif de plaidoyer. En ce qui concerne ce dernier point, la COP26 nous a donné une excellente occasion de mettre l'idée en pratique. Un groupe de travail ad-hoc composé de représentants de Both ENDS, FCAM, Mama Cash, Global Greengrants Fund, 350.org et WEDO a réussi à mettre en place une structure de plaidoyer :

- Lancement de la série de blogs "[Placer la justice au cœur de l'action climatique](#)" pendant les deux semaines de la COP26;
- Organisation d'un [événement parallèle à la COP26 sur le financement climatique juste](#) en matière de genre;
- Lancement d'un [appel à l'action pour un financement climatique juste en matière de genre](#), partagé avec notre réseau de contacts gouvernementaux.

Il s'agissait d'un solide effort de collaboration qui a permis d'exploiter nos forces en tant que collectif et d'établir une base solide pour notre plaidoyer à l'avenir.

## 5. Collaboration avec le ministère néerlandais des affaires étrangères

La GAGGA se réjouit d'être un partenaire stratégique du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Les points forts de notre collaboration avec le ministère en 2021 sont les suivants:

- Les séries "[Sustainable Solutions - Centering Gender Equality in Climate Action](#)" (Solutions durables - Centrer l'égalité des sexes dans l'action climatique), que le ministère a co-sponsorisées et auxquelles il a participé en tant qu'orateur principal.
- Création d'un espace permettant aux partenaires de fournir des contributions directes et d'avoir des conversations avec les représentants néerlandais au conseil d'administration du GCF ainsi qu'au conseil d'administration de l'Inter-American Development Bank (La Banque Interaméricaine de développement) en soulevant des questions urgentes liées à l'inclusion limitée des communautés historiquement exclues, aux violations des droits de l'homme et au manque de transparence.
- Collaboration avec les ambassades néerlandaises pour faire connaître les cas et contextes spécifiques dans lesquels les partenaires de la GAGGA travaillent. Par exemple, avec l'ambassadeur néerlandais en République démocratique du Congo, nous avons pu organiser une réunion pour entendre directement les partenaires de la GAGGA sur les impacts du projet hydroélectrique Inga 3. Après cette réunion, l'ambassade et les groupes militant contre Inga 3 ont poursuivi leur engagement.
- Engagement avec le gouvernement et le parlement néerlandais sur les questions de genre, de climat et de biodiversité par le biais des conseils de Both ENDS et Mama Cash, notamment par la publication [Intrinsically linked: Gender equality, climate and biodiversity \(Intrinsèquement Lié: équité en matière de genre, climat et biodiversité\)](#), qui comprenait des recommandations clés en vue de la COP26.

## Conclusion

La première année du programme de la GAGGA "Les femmes à la tête de l'action climatique" a donné lieu à des réalisations importantes, malgré des circonstances difficiles. Nous avons été en mesure d'atteindre et de soutenir un groupe diversifié d'organisations à base communautaire dirigées par des femmes et menant une action climatique transformatrice et juste en matière de genre, y compris dans des pays nouveaux pour le programme de la GAGGA, comme le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud. Nous avons renforcé nos relations avec nos partenaires grâce à l'apprentissage collectif et au plaidoyer pour la justice climatique, et nous avons mené et soutenu un plaidoyer plus ciblé auprès des gouvernements, des donateurs et des investisseurs. Nous sommes enthousiastes à l'idée de poursuivre sur cette lancée en 2022 et de nous rapprocher collectivement des changements systémiques transformateurs nécessaires à la justice en matière de genre, d'environnement et de climat.



Photo: Terini Manchanda

